

UN PETIT TAMBOUR DE CAPDROT DEVENU GENERAL :
PIERRE MATALY DE MARAN SUR LES ROUTES DE LA GLOIRE

La fascination qu'exerce en Europe la figure de Napoléon ne se cantonne pas à l'attrait romantique pour un personnage hors du commun. Le vieux continent porte en effet dans le secret de son imaginaire comme un rêve d'empire insatisfait. Ce rêve est porté pour une large part par l'immortalité que semblent avoir acquis ceux qui participèrent à l'épopée napoléonienne.

A une époque où il est tant question de « mémoire », le silence assourdissant de nos autorités nationales au moment du bicentenaire d'Austerlitz ne laisse pas de surprendre. C'est pourquoi il a paru utile de faire un inventaire de nos braves¹

Il y eut en effet une belle phalange d'officiers, de sous-officiers et de soldats originaires de nos communes qui combattirent sous les aigles impériales, de Madrid à Moscou et du Caire à Berlin, « *grognant mais toujours marchant* ». Parmi eux cependant un seul général : Pierre Mataly de Maran.

Le monumental Dictionnaire Napoléon, réalisé sous la direction de Jean Tulard², ne lui consacre que quatre lignes : « *Général. Volontaire de 1792, il ne s'illustre qu'à partir de la campagne de 1813, où il est blessé à Lützen. Fait général en Août, il est à nouveau blessé à Leipzig* ».

Dans le remarquable ouvrage qu'il consacra aux généraux de cette époque³, Georges Six indiquait que notre héros était originaire de Monpazier. Le Dr L'Honneur fut le premier à donner Capdrot comme berceau au futur défenseur d'Ostende⁴. L'accès au dossier du général Mataly de Maran au Service historique de l'Armée de Terre à Vincennes et quelques sources familiales nous auront permis d'apporter une lumière modeste à ces deux hypothèses.

¹ Cf. Général Raymond KUNTZMANN Hommage à un soldat d'Austerlitz. In : La gazette de Monpazier n° 67 (déc. 2005)

² Jean TULARD, Dictionnaire Napoléon, Fayard 1987. Cf. p. 288

³ Georges SIX, Dictionnaire des généraux et amiraux de la révolution et de l'Empire, Paris 1934.

⁴ Dr l'HONNEUR : Le canton de Monpazier, in Le Périgourdin de Bordeaux. 1931.

La terre et la robe

Pierre Mataly est bien né à la Borie (dite aussi la Borie de Maran), paroisse de Capdrot le 17 octobre 1770. Baptisé le lendemain, il était fils de « *Raymont Malaty, sieur de Maran* » et de « *dame Françoise Massen* ».

La copie de l'extrait de baptême, confirmant Capdrot pour lieu de naissance, datée de 1812, porte la signature du sous-préfet de l'arrondissement de Bergerac, Pierre de Laval⁵ qui connaissait bien la famille du futur général de brigade. Pour clore définitivement ce petit débat, qui nous n'en doutons point, ne saurait que rapprocher les habitants de deux communes si intimement liées, voyons ce qu'en disait l'intéressé lui-même. Dans une lettre adressée en 1798 au « *citoyen Treilhard⁶, membre du directoire exécutif de la République française* », il se déclarait « *fils d'agriculteur, né dans la commune de Capdrot* ».

En fait, Raymond Mataly, sieur de Maran, le père, était un notable rural, propriétaire de métairies à Capdrot. Son patronyme n'était pas anciennement connu dans la pays⁷. Gestionnaire avisé, il devint régisseur au château de Biron⁸ et s'établit par la suite dans ce bourg, paroisse St Michel.⁹ Le respect qu'il avait pour l'instruction fut cause que le petit Pierre, de gré ou de force, fut mis en possession d'un certain bagage scolaire français¹⁰ et sans doute latin qui servirent plus tard le futur général. Sa famille maternelle issue de la bourgeoisie de Monpazier, était marquée par la pratique du droit. Ce fut là qu'il compléta son éducation, chez son « *oncle notaire* ». Deux personnes entrent ici en compte, Pierre Massen¹¹ ou Pierre Mousson¹², qui furent en effet tous deux tabellions. Fut-ce avec cet oncle dévoué que le jeune homme pu acquérir cette écriture remarquable par sa régularité, sa correction, sa parfaite clarté et cette sobriété que l'on retrouve même dans sa signature, sans que jamais le dessin des lettres ne trahisse la moindre trace d'une émotion que le contenu de la phrase révèle, quand le cas se présente ?

⁵ Pierre de Laval (1754-1824), fils d'Etienne, capitaine au régiment Dauphin, maire de Monpazier en 1765 à 1791 et de Pétronille de Constantin de Pèchegut. Capitaine au régiment du Perche, il émigra en 1791 et servit à l'armée de Condé. Il passa en Angleterre en 1796 et devint à Londres le secrétaire de l'abbé Delille, poète alors illustre, traducteur de Virgile et de Milton. Rentré en France en 1803, il se rallia à Bonaparte. Nommé maire de Monpazier, président de l'assemblée du canton, il sera invité au sacre de l'Empereur. Le 24 juillet 1811, il succéda à Maine de Biran à la sous-préfecture de Bergerac. Au retour des Bourbons en 1814, il fut remplacé et se retirera alors dans son domaine de Bonneville à Gaugeac où il décéda.

⁶ Jean-Baptiste Treilhard (1742-1810). Député, appelé au Directoire en mai 1798, il finira Conseiller d'Etat.

⁷ Des Mataly existaient au XVIII^{ème} siècle dans le Haut Quercy (Montauban), dans le Limousin, mais aussi dans les Pyrénées.

⁸ Le duc de Biron était alors Louis-Antoine de Gontaut, (1701-1788), engagiste du domaine royal de Monpazier. Armand de Gontaut(1747-1793), duc de Lauzun, son neveu, lui succéda.

⁹ AD Dordogne 3^E 16 127 (acte de 1787)

¹⁰ Le français n'était pas à l'époque, faut-il le rappeler, la langue usuelle du pays.

¹¹ Oncle et parrain du général, Pierre Massen notaire royal à Monpazier, devint procureur(=avocat) en 1776. Il avait épousé Marguerite Soubrié qui fut la marraine du futur général.

¹² Pierre Mousson (1743-1806) avait en effet épousé Suzanne Massen (1743-1777), tante du futur général. Notaire royal depuis 1768, procureur, il avait acquis le castel de Larthe à Gaugeac en 1787.

Nul doute que le jeune homme ne fut désormais sur la bonne voie : s'il n'était pas destiné à être notaire, au moins pourrait-il devenir huissier de justice, Et la tournure athlétique que prenait Pierre en approchant l'âge d'homme ne le desservirait pas dans ce genre de métier. Il en imposerait, c'était sûr, à ses clients.

L'appel des armes

Malheureusement, ce beau plan d'avenir s'écroula lorsque Pierre, peu fait pour les activités sédentaires, s'engagea en 1785 dans un régiment d'infanterie¹³. Il était voué à tout autre chose qu'à grossoyer dans une étude obscure en faisant grincer sa plume d'oie sur le panier et à d'autres exploits que ceux de la basoche. L'épée, entre ses mains puissantes, ne devait guère peser plus qu'une plume.

Qu'une plume ? voire... l'armée ne lui confia, vu ses 15 ans, que des baguettes de tambour. Par ailleurs, le jeune engagé était roturier et ne pouvait ignorer l'ordonnance royale de 1781, inspirée par Ségur¹⁴, le ministre de la guerre de Louis XVI, réservant désormais l'accès aux grades d'officier à ceux qui pouvaient justifier de quatre quartiers de noblesse¹⁵. Le fameux édit, réservant ces grades à la noblesse centenaire au détriment de la bourgeoisie fortunée ou de la noblesse récente, fut très impopulaire. Cette mesure ne fut pourtant pas inspirée par un esprit de caste exacerbé ; elle chercha plutôt à délivrer le métier des armes du règne de l'argent et à trouver une issue aux difficultés de la petite et moyenne noblesse provinciales¹⁶. Cependant, la carrière militaire restait assez prestigieuse pour attirer, encore à la veille de la révolution, beaucoup de jeunes gens du Tiers-état qui n'y étaient pas destinés¹⁷.

La Révolution et la guerre

Fut-ce cette absence de perspective qui amena notre jeune homme à rentrer au pays en 1789, ses quatre années effectuées ? Son expérience militaire le fit admettre dans la garde nationale du canton de Monpazier.

¹³ Aucune information, sur l'identité de ce régiment ne figure hélas au dossier du général.

¹⁴ Philippe, marquis de Ségur (1721-1801), ministre de la guerre (1780-87), maréchal de France (1783), Seigneur de Ponchapt, est resté célèbre pour cet édit jugé rétrograde alors que ses réformes militaires lui valurent amplement le respect de la postérité tant elles eurent part dans les victoires de la Révolution et de l'Empire.

¹⁵ Il y eut toujours dans l'ancienne France un nombre important d'officiers roturiers. Malgré d'édit de Ségur, près de 25% des officiers de l'armée royale n'appartenaient pas à la noblesse à la veille de 1789. Ils étaient, pour la plupart il est vrai, cantonnés dans des grades et des commandements subalternes.

¹⁶ Joëlle CHEVE : La noblesse du Périgord. Perrin. 1998.

¹⁷ ainsi les futurs maréchaux Soult, Murat, Bernadotte, Lefèvre, Jourdan, Ney étaient-ils issus de l'armée royale.

Il fut immédiatement élu lieutenant¹⁸. En 1791, au décès de son capitaine, Antoine Mousson de Lestang¹⁹ il prit le commandement de la petite troupe patriotique. Pour encadrer les 80 hommes du canton, il était assisté du lieutenant Lafage qui avait servi sous le duc de Lauzun, en Amérique et au Sénégal²⁰. Un autre ancien, le sieur Labrunie, né à Marsalès en 1752, faisait office d'instructeur.

Printemps 1792. Le tambour battait, le canon tonnait aux frontières. Une rumeur guerrière et l'enthousiasme de l'heure se propageait : des volontaires levés pour défendre la « partie en danger » s'enrôlaient devant les municipalités empanachées de tricolore. L'image est connue, la réalité un peu différente. Ayant fourni dès le mois de mars des gardes nationaux à la destination de la Vendée, la majorité des communes de la Dordogne semblait, comme presque partout dans le Sud-Ouest, réticente à l'idée de lever des hommes²¹. La guerre sur le Rhin, déclarée le 20 avril « au roi de Bohême et de Hongrie »²², paraissait loin. Le 1^{er} bataillon de volontaires, levé en juillet, ne partirait que le 4 août. Pierre Maran²³ réussit à joindre le 3^{ème} bataillon de la Dordogne le 27 septembre. A la citadelle de Blaye (Gironde), il sera nommé... tambour-major²⁴ le 7 octobre. Décidément notre homme devait avoir l'oreille musicale et être doté d'une grande taille. Deux mois plus tard, le 9 décembre²⁵, ses camarades l'élevaient capitaine de la compagnie de canonniers en partance pour la Teste²⁶.

Chef d'état-major de l'armée des Pyrénées occidentales

Le 7 mars 1793, la Convention nationale déclara la guerre à l'Espagne, notre alliée depuis un siècle. L'armée des Pyrénées occidentales fut formée et, sous le commandement du général Servan, entra en mouvement. Cependant, constituée en grande partie de ces unités de « volontaires » peu aguerris et indisciplinés, l'armée subit plusieurs revers qui permirent aux espagnols d'envahir le sud du Labourd²⁷. Réformée au camp de Bidart, l'armée fut réorganisée par le général Dubouquet et ravitaillée par les impitoyables réquisitions organisées par les représentants en mission Pinet²⁸ et Cavaignac²⁹.

¹⁸ La Garde nationale plongeait ses racines dans les tréfonds féodaux de l'ancienne France. Elle avait été réactivée en juillet 1789 et était obligatoire pour tous les « citoyens actifs » qui devaient s'habiller et s'équiper à leurs frais. Le service était gratuit et les grades électifs.

¹⁹ Né en 1725, fils de Daniel Mousson, sr. De Lestang et d'Isabeau de Constantin de Pèchegut.

²⁰ Au sein de la Légion des volontaires étrangers de la Marine, dite Légion de Lauzun.

²¹ On complétait d'ailleurs par tirage au sort parmi les gardes nationaux les effectifs des bataillons de « volontaires ».

²² L'empereur François II de Habsbourg-Lorraine, frère de Marie-Antoinette.

²³ C'est le nom sous lequel il servira. A partir de 1811, il signe aussi « de Maran » puis « Mataly de Maran »

²⁴ ou tambour-maître.

²⁵ ou le 9 novembre 1792, selon les sources.

²⁶ Les canons étaient fournis par les forges de Ste-Croix-de-Beaumont (à Mathieu de Laulanié).

²⁷ Province dont Bayonne est la capitale.

²⁸ Jacques Pinet (1754-1844), député de la Dordogne.

²⁹ Jean-Baptiste Cavaignac (1762-1829), député du Lot.

C'était le temps des grades conquis rapidement pour qui avait de l'intelligence, un peu d'instruction, du courage, du patriotisme. Le capitaine Maran correspondit à cette époque avec le club « des amis de la liberté et de l'égalité » de Monpazier³⁰. Ces lettres fréquentes étaient lues avec intérêt à la société. A l'occasion d'une action d'éclat, les « patriotes » locaux envoyèrent une députation à sa mère « pour la féliciter d'avoir un fils ayant si bien mérité de la patrie ». Ou était alors le citoyen Raymond Mataly père ? « satellite du féodalisme », il eut semble-t-il des ennuis politiques en 1794. Agent municipal (maire) de la commune de Caprot, il avait dû démissionner. Peut-être même était-il en fuite ?

Le 9 juin 1794, le « citoyen Maran » fut promu chef de bataillon, adjudant général à l'état-major du général Moncey³¹. Adjudant général n'était pas un grade mais une fonction, celle de chef d'état-major³². Moncey avait été nommé ce même jour général de division. Victorieux le 9 Juillet à Vera de Bidassoa, il s'empara de Fontarabie le 1^{er} août et, le 3, entra en vainqueur à Saint Sébastien. Le 17, le Comité de Salut Public le nomma général en chef de l'armée des Pyrénées occidentales³³. Ses victoires continuèrent. En 1795, il repoussa les Espagnols derrière l'Ebre (17 juillet) et prit enfin Bilbao (19 juillet). Les riches provinces basques de Guipuzcoa, de Biscaye et d'Alava presque entières étaient aux mains de l'armée française. L'Adjudant général obtint de Moncey un certificat de « zèle et bonne volonté ». Ce type de document était utile durant cette période troublée. Pour donner à Maran un gage de leur estime, les clubistes monpaziérois, au moment de l'épuration de leurs membres (nous dirions de la purge interne) le dispensèrent de l'épreuve imposée aux autres membres, voulant rendre un hommage à son « patriotisme reconnu ». C'était là un beau brevet de jacobinisme à une époque où, certes on ne guillotinaient plus tant mais où les prisons étaient pleines.

En juin 1795, alors que l'Espagne demandait la paix, notre Périgourdin tenta de conserver sa place lors de la réorganisation des états-majors. En vain. Il cessa ses fonctions à Bayonne le 17 août. Vraisemblablement, il ne fut point victime d'une épuration, mais comme de nombre d'autres cadres de l'armée, il fut mis en disponibilité, dès lors qu'après la Prusse et la Hollande, l'Espagne sortait de la coalition³⁴.

³⁰ Le club avait remplacé en 1792 celui, girondin, des « amis de la Constitution ». Cf. capitaine de CARDENAL : Les sociétés populaires de Monpazier.

³¹ Adrien Jeannot de Moncey (1754-1842). Engagé en 1769, général en 1794, Inspecteur général et véritable organisateur de la gendarmerie sous l'empire.

³² Le décret du 18 août 1790 avait institué cette fonction.

³³ Celle-ci comptait alors théoriquement 75 180 hommes dont seulement 33 780 de forces actives...

³⁴ L'Espagne signa la paix le 22 juillet 1795.

Disponibilité forcée au pays

Il se retira alors à Capdrot, s'y maria en 1796³⁵ et deux enfants, Françoise (dite Emilie)³⁶ et Raymond³⁷ lui naquirent. Il fut un certain temps maire de sa commune sous le Directoire³⁸ et il y vécut au moins jusqu'au printemps 1799. Tenta-t-il de se reconvertir vers un autre métier ? C'est peu probable. En effet dès le 3 messidor An V (21 juin 1797), le secrétaire général du Directoire exécutif de la République accusait réception de sa candidature à servir dans la Gendarmerie nationale, candidature qui n'eut pas de suite.

Sans doute désespéra-t-il de l'issue que les bureaux de la Guerre donneraient à la lettre qu'il fit parvenir au ministre et de l'intervention en sa faveur par le « *citoyen Boussière, président de l'administration du canton de Lauzun* » le 12 floréal An VII (2 mai 1799).

Un emploi à l'armée du Rhin !

Pourtant les désastres militaires de 1799 obligèrent la République à lever en masse de nouvelles troupes³⁹. Aussi fut-il rappelé dès le 5 mai et provisoirement « *mis à la suite* » de la 30^e demi-brigade légère. On lui confia finalement le commandement du premier bataillon auxiliaire de la Dordogne en Juillet⁴⁰. Cette unité, composée de gardes nationaux périgourds fut amalgamée avec une unité aguerrie, la 103^e demi-brigade⁴¹ d'infanterie de ligne au début de l'année 1800. Ce fut avec cette troupe puis au sein du 38^e de ligne⁴² que l'ancien tambour participa à cette belle campagne des armées réunies du Rhin et D'Helvétie qui sous les ordres du général en chef Moreau⁴³, devait aboutir à la victoire de Hohenlinden le 3 décembre. Ce succès éclipsait presque les victoires de Bonaparte en Italie⁴⁴.

Diverses missions en Italie et en Suisse suivirent sa nomination au 37^{ème} de ligne le 23 octobre 1803. Ce régiment issu de l'ancien régiment de Turenne, prit garnison au camp de Brest, préparé comme celui de Boulogne dans la perspective d'une « descente » en Angleterre.

³⁵ J'ignore hélas qui est son épouse.

³⁶ née le 12 décembre 1796, elle épousera Louis Albucher-Larguerie né en 1789 à Cendrieux, chirurgien-major de la Garde impériale puis chirurgien à Monpazier. Il en fut également le maire de 1830 à 1838 puis le juge de paix. Deux fils naquirent de cette union : François, commissaire de police et Oscar, notaire à Monpazier.

³⁷ Né le 17 janvier 1798, futur officier de cavalerie.

³⁸ Passeport signé de sa main le 1^{er} mai 1796 avec les autres officiers municipaux du canton (cll. privée)

³⁹ Jacques Mousson, son cousin germain né à Monpazier en 1774, disparut cette année-là « à l'armée d'Orient ». Sa famille l'attendait encore à Larthe douze années plus tard...

⁴⁰ Organisée en novembre 1799, avec cinq mois de retard, cette unité quitta la Dordogne pour Tours en décembre.

⁴¹ La Révolution avait aboli le terme de régiment pour cause d'« *étymologie despotique* » !

⁴² Le général Moreau le place à la 38^{ème} demi-brigade le 23 octobre 1800, emploi confirmé le 2 janvier 1801.

⁴³ Jean-Victor Moreau (1763-1813) Général en 1793.

⁴⁴ A Marengo (18 juin 1800).

Chez les « élus de minerve »

Ce fut à Brest que notre Périourdin fut initié à la loge dite « *les élus de Minerve* » qui regroupait les officiers du régiment. Très développée dans l'armée avant 1789, la franc-maçonnerie s'effondra au début de la Révolution puis ressuscita sous le Consulat et connut un grand développement sous l'Empire. Il y eut jusqu'à 50 loges militaires dans l'armée impériale⁴⁵. Le Grand-Orient était alors, sans forcer le sens des mots, une institution impériale⁴⁶.

Les raisons du succès de la maçonnerie dans l'armée s'expliquaient par le goût des officiers pour la vie associative et sans doute parce qu'elle représentait un nouvel humanisme. Cette initiation devait avoir des conséquences ultérieures pour Monpazier, comme on le verra plus bas.

Brest-Varsovie en un mois

Le capitaine Maran fit partie avec le 37^{ème} de ligne, des renforts qui furent envoyés à la Grande Armée en Pologne au début de 1807. Il arriva alors que l'armée prenait ses quartiers d'hiver. Les premiers contacts avec les Russes à Pultusk⁴⁷ et surtout à Eylau⁴⁸ avaient été sanglants et indécis. L'armée se replia donc et l'on attendit. Vivres et renforts affluèrent. Le 37^{ème} quitta ses quartiers de Bretagne et par Paris, Bruxelles, Cologne, Hanovre, Berlin et Varsovie, rejoignit Napoléon. L'armée française sera victorieuse le 14 juin à Friedland, en Prusse orientale. Le 37^{ème} restera par la suite plus d'une année en Pologne, profitant de la paix signée à Tilsit le 7 juillet.

Durs combats sur le beau Danube bleu

Retourné à l'armée d'Allemagne, dans les bons quartiers de Bavière (12 octobre 1808), il participa par la suite à la campagne d'Autriche (avril-octobre 1809) où il se distingua particulièrement à Eckmühl (22 avril 1809)⁴⁹. Le 37^{ème} (brigade Viviez, division Molitor) incorporé au IV^{ème} corps, Maréchal Masséna entra à Vienne le 12 mai. Le franchissement du Danube commença le 20 mai mais des crues emportèrent les ponts de bateaux et tout le corps Masséna se retrouvèrent isolés sur la rive nord. L'Archiduc Charles l'y attaqua dès le lendemain. Dans la nuit Napoléon y fit passer le corps Lannes et la Garde. Les combats du 21 et du 22 où Maran se signala, furent acharnés. Entre les villages d'Aspern et d'Essling, les pertes de autrichiens s'élèvent à 23 000 hommes, ceux des Franco-Allemands⁵⁰ à 20000⁵¹.

⁴⁵ André CORVISIER : Histoire militaire de la France tome 2 (1715-1871) PUF 1992.

⁴⁶ 10% des officiers, le sixième des généraux et la moitié des maréchaux étaient membres de loges.

⁴⁷ 26 décembre 1806.

⁴⁸ 8 février 1807.

⁴⁹ C'est au sein de cette même unité que servit le futur capitaine Jacquin, auteur de mémoires célèbres.

⁵⁰ un tiers des troupes napoléoniennes lors de cette campagne était composé de troupes de la Confédération du Rhin (Bavière, Saxe, Bade, Wurtemberg...)

⁵¹ Le Maréchal Lannes, duc de Montebello y fut mortellement blessé.

Plaies et bosses en Espagne

Nommé major (6 mai 1809), il prit le commandement du 15^e régiment d'infanterie légère le 17 juin. Après avoir commandé son « *régiment de marche* » en Navarre, il était à nouveau à Paris où disait-il « *la fièvre tierce et d'autres maux ramenés d'Espagne* » l'empêchaient de retourner au-delà des Pyrénées pour y commander ses colonnes mobiles. Notre officier se plaignait en effet qu'une « *eresipelle* » à la tête lui causa de « *violentes douleurs à la tête* »⁵².

Il apprit par ailleurs à l'automne 1810 la mort de son cousin germain, le capitaine Massen qui servait au 26^{ème} de ligne, tué à la bataille de Bussaco au Portugal⁵³.

A la poursuite des « pauvres conscrits de l'an 1810 »

A son retour d'Espagne, le major Maran fut placé quelques temps en disponibilité. Il revient brièvement à Capdrot puis remplit quelques « *missions liées aux opérations de conscription dans les basses Pyrénées et dans la Haute Vienne* ».

Il ne faut pas oublier en effet que l'épopée napoléonienne a reposé essentiellement sur un système de recrutement inégalitaire et impopulaire, surtout à partir de 1808. A l'arrière-plan de la grande aventure militaire des aigles impériales, a existé dans plusieurs régions (le Sud-Ouest, le Massif central, les Flandres, la Corse), de vastes mouvements de résistance aux levées d'hommes. L'intensité de l'insoumission à la conscription avait fait de l'Aquitaine un des foyers principaux d'opposition au service militaire⁵⁴. Dès la Révolution, des « colonnes mobiles » avaient été constituées pour poursuivre insoumis, réfractaires et déserteurs. Elles avaient été constituées à l'origine de gendarmes et de gardes nationaux locaux, pas toujours fiables⁵⁵. Aussi, très vite les autorités utilisèrent-elle le renfort des soldats de la ligne envoyée spécialement ou simplement de passage⁵⁶.

⁵² Un érysipèle est, selon de Robert, « une maladie infectieuse contagieuse de la peau, causée par un streptocoque et caractérisée par un placard rouge douloureux, entourée d'un bourrelet tuméfié ».

⁵³ bataille livrée par le Maréchal Masséna aux anglo-portugais de Wellington le 27 septembre 1810.

⁵⁴ Cf Louis BERGES : Résister à la conscription 1798-1814. Le cas des départements aquitains. CTHS 2002.

⁵⁵ Ce fut en 1796 que fut créée la brigade de gendarmerie (à cheval) de Monpazier.

⁵⁶ De tels événements, alliés à des menées royalistes, ensanglantèrent les cantons de Monpazier, Belvès et Villefranche en 1796 et en 1798-99.

Notre Périgourdin fut adjoint au colonel Lépineau qui commandait la 4^{ème} colonne mobile dans le Sud-Ouest. Avec 60 gendarmes d'élite de la Garde impériale⁵⁷ renforcés par une cinquantaine de gendarmes pris dans les départements visités, ils ratissèrent le Béarn et le Pays Basque. Dans les Basses Pyrénées, pays de montagnes, le nombre des insoumis était en effet très important : 5487 en avril 1811. Le rapport du 4 juin montre cependant l'importance du succès obtenu : 3161 de ces insoumis furent arrêtés ou se rendirent volontairement. En novembre 1812, le major Maran remplit une nouvelle fois une telle mission, en Limousin cette fois. Là, dans la Haute Vienne ; le pourcentage de réfractaires pouvait atteindre 50%⁵⁸.

Récompenses

Elément essentiel de la construction napoléonienne, la noblesse impériale fut une conséquence de l'idéal égalitaire de 1789, analysé par Napoléon non pas comme une volonté de nivellement, mais comme une aspiration à la promotion sociale, notamment au sein des classes moyennes.

Désireux de réconcilier l'ancienne France avec celle issue de la Révolution, l'Empereur avait depuis 1806, progressivement, reconstitué une nouvelle noblesse, en majeure partie d'origine militaire, en s'inspirant d'un édit de Louis XV de 1750.

La légion d'honneur, créée en 1802 était une étape en ce sens. Notre Périgourdin l'avait obtenue le 21 juin 1804⁵⁹. Quatre ans plus tard il devenait donataire d'une rente de l'état de 500 francs⁶⁰. Le 27 décembre 1811 des lettres patentes impériales lui accordaient le titre de Chevalier de l'Empire⁶¹ et des armoiries « *pour lui et ses descendants mâles* »⁶². S'y ajoutait une dotation de 2000 francs.

⁵⁷ La gendarmerie d'élite de la Garde était une espèce de G.I.G.N. impérial. Elle fut chargée de l'enlèvement du duc d'Enghien puis du Pape. Elle comprenait quatre compagnies montées dont l'une était commandée par le capitaine Georges de Molènes.

Celui-ci, né en 1769 à Cassagnes (Lot) était fils d'Eutrope de Molènes et Marianne de Constantin de Castelmérle. Sa carrière n'avait sans doute pas souffert du fait que son père fut cousin germain de Jacques de Maleville (1741-1824), le rédacteur du Code civil.

⁵⁸ Si l'on regarde les seuls chiffres, la conscription n'a pas été aussi lourde que ne pourrait le laisser croire son impopularité. L'effort de guerre de l'Empire a été moins lourd que celui de la Révolution. Son poids n'a rien à voir avec celui que la France devra supporter au XX^{ème} siècle. De 1800 à 1814 Napoléon a levé 2 millions d'hommes soit 36% des mobilisables et 7% de la population totale. Chiffres à comparer aux 8 millions de mobilisés de 1914-1919 (20% de la population totale)

⁵⁹ Décret impérial du 3 messidor An XII.

⁶⁰ Décret impérial du 17 mars 1808.

⁶¹ C'était le titre le plus modeste. L'Empereur créa 3600 titres dont 1500 chevaliers. L'armée se taillait la part du lion avec 60% des titres. Les 4/5^{èmes} des chevaliers étaient des militaires.

⁶² Tiercé en bande : d'or au casque ouvert de sable, posé de face et panaché d'argent ; de gueules au signe des chevaliers légionnaires ; et d'azur au lévrier arrêté d'argent, colleté d'or et soutenu de sinople.

Cependant, il était difficile de vivre en ayant sa solde pour seule ressource. Le Major Maran percevait à l'époque une solde annuelle de 3000 francs. Mais les chevaux, les uniformes, le train de vie étaient à sa charge⁶³.

Gloire et blessures : la campagne de 1813

Après le désastre de Russie, Napoléon dut faire face à une nouvelle coalition. Une armée prusso-russe pénétra en Allemagne. L'Empereur, fidèle à sa manière, décida de frapper le premier. Ce fut en Saxe que se déroula la première partie de la campagne.

« *Le chevalier Maran* », rappelé au service actif, fut promu colonel du 138^e de ligne le 16 janvier 1813. Ce régiment d'infanterie, de formation très récente, était en fait issu de quatre cohortes (compagnies) de la Garde nationale, essentiellement formées de jeunes gens de 20 à 26 ans. Levées en mars 1812 elles tenaient jusque-là garnison dans des places fortes, encadrées par de vieux officiers.⁶⁴

Sous les ordres du « brave des braves » le Maréchal Ney⁶⁵ (III^{ème} corps), il fut de tous les combats de la campagne de printemps jusqu'à la victoire de Lützen où il fut grièvement blessé « d'une balle sur l'os pubien » ; c'était le 2 mai 1813.

Ceci ne l'empêcha pas de remonter à cheval et d'être encore présent le 21 à Bautzen. Napoléon y remporta une victoire indéniable sur les Russes et les Prussiens. La bataille cependant ne fut pas décisive car les Français et leurs alliés ne furent pas capables de poursuivre l'ennemi en raison du manque de cavalerie et de l'épuisement des troupes. Le 4 juin les deux adversaires concluaient un armistice.

Le 10 août le colonel Maran était nommé officier de la Légion d'Honneur. Il avait été en effet sous les ordres de Ney puis du général Souham⁶⁶, un excellent meneur d'homme. Le 30 août il était promu général de brigade. Il laissa le commandement du 138^{ème} au colonel Baron Jean d'Albignac⁶⁷ et prenait la suite du général Charles Anthing. Sa brigade, outre son régiment, comprenait le 145^{ème} de ligne du colonel Henri Dolisie, également formé à partir de gardes nationaux.

⁶³ Pour un ordre d'idée des dépenses d'un officier de ce temps : une selle 139 francs, un cheval 520, une paire de botte 37, un uniforme 220, des épaulettes d'or 122, un manteau 213 un sabre 60. Cf Pierre de CONSTANTIN : Itinéraires du chevalier de Constantin, Paris 1924.

Fils de Jean Baptiste de Constantin, sieur de Roussille à Capdrot et de Françoise Delpit, Pierre naquit en 1786 à Beaumont, fit toutes les campagnes de la Grande Armée à partir de 1807, revint de Russie et décéda en 1844. Il avait acquis le château de Marsalès.

⁶⁴ Simple milice supplétive à l'ordre intérieur à la fin de la Révolution, la Garde nationale allait devenir en effet à partir de 1812 le creuset d'une puissante réserve territoriale.

⁶⁵ Michel Ney (1769-1815) Prince de la Molokova. Hussard en 1788, général en 1799, maréchal en 1804.

⁶⁶ Joseph, comte Souham (1760-1837) cavalier en 1780, général en 1794, blessé à Lützen et à Leipzig.

⁶⁷ Les pertes du 138^{ème} en 1813-14 s'élèvent pour ses seuls officiers à 23 tués et 67 blessés.

Dès la reprise des combats, malgré sa blessure au bas ventre, « *souvent rouverte* » et qui le mit parfois « *dans l'impossibilité absolue de supporter le mouvement du cheval* », note héros mena toujours sa brigade⁶⁸ vers l'avant : 12 octobre il était parmi les premiers à prendre d'assaut le pont de Dessau⁶⁹ et cinq jours plus tard il tombait, blessé à nouveau, au cours de la « bataille des nations » à Leipzig.

Les six mois de la défense d'Ostende (1813-1814)

Après cette bataille acharnée, les coalisés poursuivirent mollement l'armée française. Mataly de Maran fut de cette retraite vers Erfurt puis vers l'Ouest avec les débris de sa brigade qui se distingua encore à Hanau, près de Francfort où elle bouscula les Autrichiens le 30 octobre. Trois jours plus tard, il passa le Rhin à Mayence⁷⁰.

Notre héros pris quelques semaines de repos dans cette ville touchée par le typhus. Il y reçut un ordre du ministre de la guerre, le général Clarke⁷¹, lui confiant « *au nom de sa Majesté* » le commandement supérieur de la forteresse d'Ostende⁷².

De décembre 1813 à mai 1814, il organisa la défense de cette ville de la Flandre maritime, alors française avec peu de moyens : 200 gardes nationaux venus de Cherbourg, 150 conscrits belges du 13^e léger, une poignée d'artilleurs, de soldats de marine et quelques douaniers. A la chute de l'Empire, il amena le drapeau tricolore. Ostende fut évacuée le 3 mai et sa garnison rentra en France le 5 mai.

De Lille il écrivait au ministre : « *j'ai perdu dans cette campagne mes chevaux, mes harnachements et tous mes effets et je suis forcé, Monseigneur, de vous avouer que je suis avec bien peu de ressource pour me rééquiper pour reprendre la campagne* ».

⁶⁸ Sa brigade dépendait de la 9^{ème} division (Delmas), intégrée au III^{ème} corps (Souham)

⁶⁹ Capitale du Cuché d'Anhalt, entre Halle et Berlin.

⁷⁰ Importante ville fortifiée sur le Rhin, alors française.

⁷¹ Henri-Jacques Clarke (1765-1818), général, ministre de la guerre de 1806 à 1814, comte d'Hunebourg puis duc de Feltre (1809), maréchal de France en 1816.

⁷² Il était rattaché au 1^{er} corps de la Grande armée (Général Maison).

Que faire à Paris ?

Pour lors, il n'était pas question de nouvelles campagnes, Napoléon était parti pour l'île d'Elbe. Le général vécut à Paris dans le quartier de la chaussée d'Antin d'août 1814 au 18 mars 1815⁷³. Il avait été placé en non-activé le 1^{er} septembre mais obtint finalement de Louis XVIII la croix de l'ordre militaire de Saint Louis.

Le 1^{er} mars Napoléon avait débarqué au golfe Juan et par Grenoble, « vola de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre Dame ». Le général Maran obtint alors du Roi un emploi à l'armée du Var le 7 mars. Le Maréchal Masséna qui commandait cette armée, avait d'abord envoyé des troupes à la poursuite de l'ex-empereur. Comme presque tous les maréchaux, il fit volte-face et proclama l'Empire à Toulon et à Marseille début avril.

Peu de généraux se montrèrent tout à fait hostiles au retour de Napoléon. En fait beaucoup et ce fut sûrement le cas de notre périgourdin, montrèrent peu de zèle parce que la guerre dérangeait leur confort personnel et parce qu'ils étaient persuadés qu'elle était sans issue.

Rallié à l'Empereur aux Cent jours, le chevalier Maran servit en Provence face aux Autrichiens⁷⁴ et fut mis à nouveau en non-activité au retour des Bourbons.

Cette pénitence devait durer cinq ans. Réactivé en 1820, il n'obtint cependant aucun commandement avant la révolution de juillet 1830. Notre Périgourdin vécut alors 10 années dans des quartiers moins prestigieux que la chaussée d'Antin, d'abord vers 1817, au 12, rue du faubourg Poissonnière puis vers 1826 au 46, rue Meslée. Il avait dû aussi se résoudre à vendre « *sa campagne* », une propriété non-identifiée à ce jour, située à Maslier (Seine et Oise) à quinze kilomètres de Paris.

Nous ne savons pas avec exactitude à quelle fréquence il revint en Périgord au cours de cette période. Il est possible qu'il ait fréquenté la loge « *le sanctuaire de la vérité* » fondée à Monpazier en 1825. Son fils Raymond, alors garde du corps du Roi, faisait d'ailleurs partie des membres fondateurs⁷⁵. Nous avons vu plus haut que le général était franc-maçon depuis 1804.

Louis-Philippe et « toutes les gloires de la France »⁷⁶

Le 7 août 1830, enfin le Maréchal Soult, duc de Dalmatie, ministre de la guerre du gouvernement du nouveau roi Louis-Philippe lui confia le commandement militaire des départements d'Eure et Loir et du Loiret⁷⁷. Cette sinécure était une forme de réhabilitation pour les vieux soldats de l'Empire, voulue par le Roi⁷⁸. Le 22 mars suivant notre héros fut admis au sein de l'état-major général à Paris⁷⁹.

⁷³ Rue Sainte Croix n°11.

⁷⁴ Sans précision. Probablement comme officier d'état-major car il ne commanda aucune brigade.

⁷⁵ Louis Albucher-Lalguerie, gendre du général, était le « vénérable » de la loge et Antoine Mousson-Lestang (1799-1842), maire de Capdrot, son « beau neveu » (en fait son cousin), en était le « garde des sceaux ».

⁷⁶ Inscription gravée sur le château de Versailles, devenu par la volonté du Roi, musée de l'Histoire de France.

⁷⁷ 4^{ème} Subdivision de la 1^{ère} division militaire avec résidence à Chartres.

⁷⁸ Louis-Philippe avait rétabli le drapeau tricolore, en attendant de faire rapatrier les cendres de l'Empereur (1840).

⁷⁹ Institué en 1818.

Enfin en 1832 le « *Maréchal de camp*⁸⁰, *chevalier Mataly de Maran* » fut admis à faire valoir ses droits à la retraite. Le montant de sa pension s'éleva à 4800 francs annuels⁸¹.

Il mourut à Paris le 16 juillet 1842 veillé par son fils Raimond, chef d'escadrons, chevalier de la Légion d'honneur et sa belle-fille Marie Brochaud-Boisville, née à Chartres. Son petit-fils, Pierre-Michel⁸², qui avait alors 9 ans, sera lui aussi officier de cavalerie.

Pierre Mataly ne put dire aux siens, à l'instar du général Fournier-Sarlovèze⁸³ qu'il était devenu « *ce qu'était le marquis de Fayolle avant la Révolution* ». Néanmoins, le « fils d'agriculteur, né dans la commune de Capdrot », devenu chevalier et général, avait dait souche d'une lignée de soldats. La noblesse militaire voulue par Napoléon semblait devoir se maintenir.

Par ailleurs, cas absolument unique parmi les deux mille de généraux de la Révolution et de l'Empire, Pierre Mataly de Maran fut le seul à avoir commencé à servir en qualité de petit tambour de 15 ans.

Eric Mousson-Lestang

⁸⁰ Général de brigade.

⁸¹ Somme à laquelle s'ajoutaient 250 francs de donation impériale. Ces montants à rapporter au traitements d'un curé (300 à 500 francs) ou d'un instituteur (2 à 300, plus le logement) ou d'un salarié agricole en Périgord (1 franc par jour de travail). Une maison sur la place de Monpazier valait environ 4000 francs vers 1840, une maison dans le bourg de Capdrot, 800, une bonne métairie de 20 hectares, de 8 à 20 000 francs.

⁸² Né le 30 avril 1833

⁸³ François, comte Fournier-Sarlovèze (1773-1827) né à Sarlat, d'origine modeste, général de cavalerie et « plus mauvais coucheur de l'armée ».